

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/114/URY
7 juillet 2004

(04-2924)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: espagnol

SUBVENTIONS

Prorogation, au titre de l'article 27.4 de l'Accord SMC, de la période de transition
pour l'élimination des subventions à l'exportation conformément
aux procédures énoncées dans le document G/SCM/39

Notification de mise à jour

URUGUAY

La communication ci-après, datée du 25 juin 2004, est distribuée à la demande de la délégation de l'Uruguay.

La Délégation permanente de l'Uruguay auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) présente ses compliments au Secrétariat de l'OMC - Répertoire central des notifications - et a l'honneur de lui transmettre la notification ci-jointe relative à la prorogation de la période de transition prévue au paragraphe 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, conformément à l'engagement de réexamen annuel prévu par la Décision du 22 novembre 2002 - document G/SCM/92 de l'OMC - du Comité des subventions et des mesures compensatoires.

Cette prorogation a été accordée à l'Uruguay jusqu'au 31 décembre 2004, sans préjudice d'une autorisation de reconduction du programme jusqu'à la fin de 2007, sous réserve de l'examen annuel, par le Comité, des objectifs et des conditions énoncés dans les règles UT-SUPRA, qui prescrivent le respect des dispositions de transparence et de statu quo énoncées dans les paragraphes 3 et 4 des procédures.

Les raisons qui ont incité l'Uruguay à demander la prorogation de la période de transition pour l'octroi de subventions à l'exportation à l'industrie automobile, conformément à l'article 27.4 ainsi qu'aux procédures établies dans le document G/SCM/39, restent valables, ce qui justifie la présente demande de prorogation soumise au titre de la Décision du 22 novembre 2002.

Les mesures qui font l'objet de la demande de prorogation sont énoncées dans les règlements déjà modifiés par l'Uruguay, lesquels sont conformes aux conditions de transparence et de statu quo qui sont énoncées aux paragraphes 3 et 4 des procédures.

Industrie automobile

1. Titre du programme de subventions, s'il y a lieu, ou brève description ou désignation de la subvention

Règles applicables aux entreprises qui exportent des véhicules assemblés dans le pays.

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Reconversion du secteur automobile et spécialisation dans des productions destinées à l'exportation.

4. Fondement et législation (y compris l'indication des dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée)

Adoption de mesures visant à faciliter les décisions des entreprises en ce qui concerne les programmes de production et d'investissement et la préparation du régime commun du MERCOSUR.

Décret n° 316/92, du 7 juillet 1992, publié au Journal officiel du 25 septembre 1992.

Décret n° 583/94, du 30 décembre 1994.

Décret n° 340/96, du 23 août 1996, publié au Journal officiel du 6 septembre 1996.

Décret n° 60/99, du 3 mars 1999, publié au Journal officiel du 12 mars 1999.

Décret n° 273/99, du 10 septembre 1999, publié au Journal officiel du 20 septembre 1999.¹

5. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Les entreprises qui exportent des véhicules finis ou semi-finis, assemblés dans le pays, ou des parties de véhicules d'origine nationale, pourront bénéficier d'un avantage tarifaire, applicable à l'importation de véhicules automobiles assemblés dans le pays d'origine et destinés au marché intérieur, conformément aux modalités établies par les règles susmentionnées, ou l'affecter au paiement des impôts recouvrés par la Direction générale des impôts, comme le stipule l'article 3 du Décret n° 60/99.

6. À qui et comment la subvention est accordée (indiquer si elle est accordée aux producteurs, aux exportateurs ou à d'autres personnes; par quel mécanisme; s'il s'agit d'une somme fixe par unité ou d'une somme variable; dans ce dernier cas, indiquer comment elle est déterminée)

Pour chaque dollar EU d'exportations (sur la base des valeurs f.a.b. déclarées dans les documents douaniers correspondants), une réduction de 13 points de pourcentage de la TGA (droit

¹ Les Décrets n° 60/99 et 273/99 modifient le Décret n° 316/92 en instituant un avantage fiscal qui n'est pas limité à l'importation de véhicules car il peut être aussi utilisé pour annuler des obligations fiscales.

global), applicable à l'élément surtaxe, sera accordée pour les importations de véhicules neufs assemblés dans le pays d'origine (sur la base des montants c.a.f. indiqués à la Banque de la République orientale de l'Uruguay (BROU)), ou pourra être affectée au paiement des impôts recouvrés par la Direction générale des impôts.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention (avec indication, si possible, du montant unitaire moyen de la subvention de l'année précédente). Dans les cas où il n'est pas possible de fournir des renseignements sur le montant unitaire de la subvention (pour l'année sur laquelle porte la notification, pour l'année précédente, ou pour les deux), donner une explication circonstanciée

Treize pour cent de la TGA (droit global), applicable à l'élément surtaxe, pour les véhicules neufs assemblés dans le pays d'origine.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention, y compris la date de son institution/de sa mise en application

Le Décret n° 60/99 est entré en vigueur en 1999 et est toujours d'application, conformément à ce que dispose le Décret n° 273/99.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce. La nature spécifique de ces données et le cadre statistique sont laissés à l'appréciation du Membre auteur de la notification. Cependant, dans la mesure du possible, et pour autant que cela sera pertinent et/ou déterminable, il est souhaitable que ces renseignements comprennent des statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations du (des) produit(s) ou du (des) secteur(s) subventionné(s)

Pour la période allant du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2003, la valeur des exportations se monte à 113 015 000 dollars EU.

Les données statistiques portent sur la période allant du 1^{er} janvier 2004 au 30 juin 2004.

Décret n° 316/992

Publication: 25 septembre 1992

Registre national des lois et décrets:

Tome: 1
Semestre: 2
Année: 1992
Page: 26

LACALLE HERRERA - EDUARDO ACHE - IGNACIO DE POSADAS MONTERO

VU les mesures adoptées en vue de déréglementer l'industrie automobile;

RECONNAISSANT que les caractéristiques particulières de l'industrie automobile nationale, ainsi que du marché intérieur des véhicules automobiles, rendent souhaitable l'adoption de mesures visant à favoriser la croissance des exportations des produits de ce secteur, permettant ainsi sa reconversion;

CONSIDÉRANT:

- I) que les politiques qui ont été élaborées en la matière par les pays membres du MERCOSUR ont des incidences sur l'industrie locale;
- II) que les mesures à appliquer faciliteront l'adoption d'accords sectoriels dans le cadre dudit traité, afin de développer l'intégration des industries régionales;
- III) qu'il est approprié d'établir une exclusion de l'avantage constitué par le remboursement des impôts indirects s'agissant des produits dont l'exportation est favorisée par le présent décret;
- IV) qu'il est nécessaire d'arbitrer les mécanismes permettant d'empêcher les distorsions que des pratiques commerciales telles que l'importation de véhicules d'occasion ou l'assemblage de ceux-ci à partir de pièces usagées entraînent dans le processus de reconversion;

COMPTE TENU de ce qui précède et des dispositions de l'alinéa c) du second paragraphe de l'article 2 de la Loi n° 12.670 du 17 décembre 1959;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Article premier

Les entreprises qui exportent des véhicules finis ou semi-finis, assemblés dans le pays, ou des parties de véhicules d'origine nationale, pourront recourir au mécanisme ci-après applicable à l'importation de véhicules automobiles assemblés dans le pays d'origine et destinés au marché intérieur et aux produits relevant de la position NCM 8708.99.90.50.

Elles pourront bénéficier d'une préférence pouvant atteindre 13 points de la TGA (droit global) qui inclut la majoration de 3 points au titre de l'article premier du Décret n° 484/997 du 29 décembre 1997, pour autant que ne soit pas dépassé l'équivalent de 0,10 dollar EU (dix centimes de

dollar des États-Unis d'Amérique) pour chaque dollar d'exportations, sur la base des valeurs f.a.b. déclarées dans les documents douaniers.

Pour les entreprises qui bénéficient de l'avantage établi par le Décret n° 558/994 du 21 décembre 1994, le plafond prévu à l'alinéa précédent sera ramené à 0,07 dollar EU (sept centimes de dollar des États-Unis d'Amérique), avec possibilité d'affecter 0,005 dollar EU (zéro virgule cinq centimes de dollar des États-Unis d'Amérique), aux fins prévues dans le Décret n° 558/994 susmentionné, auquel cas le plafond sera ramené à 0,065 dollar EU (zéro virgule soixante-cinq centimes de dollar des États-Unis d'Amérique).

Les entreprises visées au premier alinéa du présent article qui, dans un délai de 90 jours à compter de la date du document d'exportation, n'auront pas fait usage de la préférence relative à la TGA (droit global) selon l'une ou l'autre des formules prévues, pourront affecter les soldes au paiement des impôts recouvrés par la Direction générale des impôts.(*)

(*) Rédaction d'après l'article premier du Décret n° 60/999 du 3 mars 1999. Le texte original peut être consulté dans le Journal officiel n° 23.648 du 25 septembre 1992. Voir l'article 4 du présent décret.

Article 2

Peuvent bénéficier des avantages prévus dans le présent décret les produits suivants:

- les parties de véhicules produites dans le pays à partir de matières premières nationales ou importées, à condition que leur composition, forme ou structure d'origine aient été transformées et qu'elles soient destinées à un terminal automobile, au marché des véhicules automobiles d'occasion, ou que leur utilisation dans ces véhicules soit démontrée;
- les parties de véhicules assemblées dans le pays et constituées d'ensembles ou de sous-ensembles de véhicules, sous réserve qu'elles soient issues d'un processus industriel significatif;
- les véhicules finis ou semi-finis qui sont assemblés dans le pays à partir de prêts-à-monter importés avec un degré d'assemblage approuvé par la Direction nationale des industries;
- les entreprises de fabrication ou d'assemblage de véhicules et parties de véhicules devront justifier d'une valeur ajoutée nationale ou régionale, selon le cas, conformément aux dispositions relatives au pays d'origine stipulées dans les conventions bilatérales ou multilatérales conclues entre le pays et les pays importateurs.

La vérification de la mise en œuvre des dispositions du présent article incombera à la Direction nationale des industries du Ministère de l'industrie, de l'énergie et des mines.(*)

(*) Voir l'article 10 du présent décret.

Article 3

La Direction nationale des industries du Ministère de l'industrie, de l'énergie et des mines contrôlera les valeurs importées et exportées par les entreprises concernées et délivrera les preuves de paiement correspondantes attestant que l'importation a été effectuée avec la préférence de 10 points de TGA, preuves qui seront présentées à la Banque de la République orientale de l'Uruguay avec le formulaire d'autorisation d'importation de véhicules assemblés dans le pays d'origine, dans le cadre de la déclaration d'importation.

Article 4

Les entreprises exportatrices visées à l'article premier pourront céder leurs droits issus des exportations effectuées à des entreprises importatrices de véhicules destinés à la commercialisation sur le marché intérieur, qui bénéficieront en ce cas de l'exonération des impositions stipulée dans le présent décret. La Direction nationale des industries du Ministère de l'industrie, de l'énergie et des mines contrôlera et autorisera ladite cession, le cas échéant.

Article 5

(*)

(*) Abrogé par l'article premier du Décret n° 583/994 du 30 décembre 1994. Le texte original peut être consulté dans le Journal officiel n° 23.648 du 25 septembre 1992.

Article 6

Le certificat d'origine des véhicules assemblés dans le pays et destinés à être exportés en République fédérative du Brésil dans le cadre du P.E.C. (Protocole d'expansion commerciale), sera délivré par la Direction nationale des industries du Ministère de l'industrie, de l'énergie et des mines.

Article 7

Sont exclus les véhicules de la catégorie G établie dans l'article premier du Décret n° 128/970 du 13 mars 1970. Sont abrogés les articles 7 et 8 du Décret n° 464/978 du 11 août 1978.

Article 8

Est interdite pendant un délai de 120 (cent vingt) jours à compter de l'entrée en vigueur du présent décret, l'importation des biens auxquels se réfèrent l'article premier du Décret n° 494/990 du 29 octobre 1990 et l'article premier du Décret n° 583/990 du 18 décembre 1990.

Article 9

Est interdite pendant un délai de 120 (cent vingt) jours à compter de l'entrée en vigueur du présent décret, l'importation de véhicules d'occasion inclus dans les éléments de la position NADI 87.02 et sous-position 07.01.02;

Article 10

Sont exclus des avantages accordés par l'article 5 du Décret n° 393/991 du 29 juillet 1991, les produits visés à l'article 2 du présent décret, selon la résolution de la Direction nationale des industries du Ministère de l'industrie, de l'énergie et des mines.

Article 11

Le présent décret entrera en vigueur à la date de sa publication dans deux journaux de la capitale.

Article 12

Pour communication, publication, etc.

Décret n° 583/994

Promulgation: 30 décembre 1994

Publication: 13 janvier 1995

Registre national des lois et décrets: le présent décret n'a pas été inclus.

LACALLE HERRERA - MIGUEL ANGEL GALAN - IGNACIO DE POSADAS MONTERO

VU le régime adopté par le Décret n° 316/992 du 7 juillet 1992, visant à favoriser la reconversion de l'industrie automobile nationale;

CONSIDÉRANT:

- I) la décision du Conseil du Marché commun du MERCOSUR (Décision 29/994), concernant:
 - a) l'élaboration d'un régime automobile commun, qui devra entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2000,
 - b) l'entrée en vigueur d'un régime provisoire le 1^{er} juin 1995, et
 - c) le fait qu'aucune modification unilatérale restrictive au commerce de la zone ne sera introduite dans le secteur automobile;
- II) qu'il est approprié de prolonger la validité du régime établi dans le Décret n° 316/992, dans la mesure où les entreprises installées dans le pays sont en cours de reconversion, en application dudit décret;
- III) que cette prolongation de concession n'implique pas de restriction au commerce de la zone dans le secteur automobile;

COMPTE TENU de ce qui précède;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Article premier

L'article 5 du Décret n° 316/992 du 7 juillet 1992 est abrogé; toutefois les préférences relatives au droit global (TGA) établies dans ledit décret sont maintenues jusqu'à ce que les pays membres du MERCOSUR accordent le régime provisoire visé dans le considérant I) du présent décret.

Décret n° 340/996

Promulgation: 28 août 1996

Publication: 6 septembre 1996

Registre national des lois et décrets:

Tome: 1
Semestre: 2
Année: 1996
Page: 634

SANGUINETTI - JULIO HERRERA - LUIS MOSCA

VU le régime régissant l'industrie automobile nationale;

RECONNAISSANT:

- I) l'actuelle situation de transition que traverse le secteur automobile du MERCOSUR et le fait que l'Argentine et le Brésil commencent à définir le régime définitif qui entrera en vigueur à partir de 2000;
- II) la possibilité pour l'Uruguay d'avoir une position concurrentielle dans l'industrie de la région, en se spécialisant dans certains segments du marché et en consolidant les modifications effectuées en vue de favoriser l'exportation vers la région;
- III) l'existence d'une conjoncture régionale défavorable, qui a limité les exportations dans le cadre des accords du CAUCE et du PEC et a eu des répercussions défavorables sur la production industrielle;

CONSIDÉRANT qu'il est approprié d'adopter des mesures visant à faciliter les décisions des entreprises en ce qui concerne les programmes de production et d'investissement et la préparation du régime commun du MERCOSUR;

COMPTE TENU des dispositions de l'article 2 de la Loi n° 12.670 du 17 décembre 1959 et de l'article 2 de la Loi n° 16.492 du 2 juin 1994;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Article premier

Les composants de véhicules automobiles ou les pièces automobiles (parties ou pièces, ensembles et sous-ensembles) qui sont importés sous la dénomination de prêts-à-assembler, selon les listes de produits pour chaque modèle autorisées par la Direction nationale des industries du Ministère de l'industrie, de l'énergie et des mines, seront assujettis à un droit global de 2 (deux) pour cent, dans le cadre de la surtaxe minimale.

Les dispositions du présent article seront applicables pendant la durée de validité du Décret n° 316/992 du 7 juillet 1992.

Article 2

Les avantages prévus dans le Décret n° 316/992 du 7 juillet 1992 pourront s'ajouter à ceux établis dans le Décret n° 558/994 du 21 décembre 1994, dans les conditions stipulées dans l'article suivant. (*)

(*) Voir l'article 3 du présent décret.

Article 3

(*)

(*) Abrogé par l'article 4 du Décret n° 60/999 du 3 mars 1999. Le texte original peut être consulté sur la base DIAR.

Voir les articles 5 et 6 du présent décret.

Article 4

Sont inclus dans le régime établi par le Décret n° 558/994 du 21 décembre 1994 les véhicules automobiles des positions 87.02, 87.03 et 87.04, le pourcentage de remboursement des impositions étant fixé à 3,3 (trois virgule trois) pour cent.

Article 5

Les entreprises exportatrices de produits visés par le Décret n° 316/992 du 7 juillet 1992, qui n'ont pas bénéficié du remboursement des impositions dans le cadre du Décret n° 558/994 cité et qui souhaitent opter pour le cumul des deux avantages dans les conditions établies par l'article 3, devront présenter une demande motivée de fixation d'un pourcentage de remboursement des impositions au Ministère de l'économie et des finances.

Article 6

Aux effets de l'obtention des "Certificats de remboursement d'impositions" auxquels se réfère l'article 6 du Décret n° 558/994 cité, les entreprises bénéficiaires devront présenter à la Banque de la République orientale de l'Uruguay le document délivré par la Direction nationale des industries du Ministère de l'industrie, de l'énergie et des mines, attestant que leurs activités relèvent de l'article 3 du présent décret.

Article 7

L'Assemblée générale est informée du présent décret.

Article 8

Le présent décret entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1996.

Article 9

Pour communication, publication, etc.

Décret n° 60/999

Promulgation: 3 mars 1999

Publication: 12 mars 1999

Registre national des lois et décrets:

Tome: 1
Semestre: 1
Année: 1999
Page: 368

SANGUINETTI - LUIS MOSCA - JULIO HERRERA

VU le régime régissant l'industrie automobile;

CONSIDÉRANT nécessaire de modifier ledit régime afin d'améliorer son efficacité pour pouvoir atteindre les objectifs qui ont donné lieu à son approbation;

COMPTE TENU de ce qui précède;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Article premier

(*)

(*) Cet article, qui a entraîné une nouvelle rédaction de l'article premier du Décret n° 316/992 du 7 juillet 1992, peut être consulté dans ce dernier.

Article 2

La Direction nationale des industries, du Ministère de l'industrie, de l'énergie et des mines, contrôlera l'utilisation de l'avantage prévu à l'article premier et délivrera les certificats correspondant aux fins de présentation aux organismes publics compétents.

Article 3

(Disposition transitoire). Les entreprises auxquelles se réfère l'article premier pourront affecter au versement des impôts recouvrés par la Direction générale des impôts, les soldes disponibles à la date d'entrée en vigueur du présent décret par suite du non-usage de la préférence relative au droit global prévue par le régime en vigueur et qui ne remontent pas à plus de 90 jours avant ladite date.

Article 4

Sont abrogés l'article 3 du Décret n° 340/996 du 28 août 1996 et toutes les dispositions qui sont en contradiction avec le présent décret.

Article 5

(*)

(*) Abrogé par l'article premier du Décret n° 273/999 du 10 septembre 1999. Le texte original peut être consulté sur la base DIAR.

Article 6

Pour communication, publication, etc.

Décret n° 273/999

Promulgation: 10 septembre 1999

Publication: 20 septembre 1999

Registre national des lois et décrets:

Tome: 1
Semestre: 2
Année: 1999
Page: 610

SANGUINETTI - JULIO HERRERA - LUIS MOSCA

VU le régime régissant l'industrie automobile et les dispositions du Décret n° 60/999 du 3 mars 1999;

CONSIDÉRANT nécessaire de maintenir à partir du 1^{er} janvier 2000 la validité du régime auquel est soumise l'industrie automobile, avec les modifications introduites par le Décret n° 60/999 du 3 mars 1999;

COMPTE TENU de ce qui précède;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

DÉCRÈTE CE QUI SUIVIT:

Article premier

Est abrogé l'article 5 du Décret n° 60/999 du 3 mars 1999.

Article 2

Pour communication, publication, etc.
